

« Les frontières du Koweït n'avaient été préservées que par des interventions extérieures » *Liberation - 9-8-90.*

Selon Ghassan Salame, spécialiste libanais des pays du golfe, il ne s'agit pas de justifier la position de Saddam Hussein, mais d'admettre qu'il y eut des précédents historiques. De plus, selon lui, l'intervention américaine en Arabie Saoudite est plus un facteur de déstabilisation pour la région que le contraire.

LIBERATION. — Saddam Hussein a-t-il des arguments historiquement fondés pour justifier l'invasion et désormais l'annexion du Koweït ?

GHASSAN SALAME. — Les frontières de la région sont récentes. Le Golfe était autrefois constitué, que ce soit versant irakien, iranien ou saoudien, d'une multitude de petites cités-Etats. Seules ont survécu celles qui se sont mises sous la protection de l'Empire britannique. Pour ce qui est du Koweït, quand le cheikh Moubarak s'empara du pouvoir en 1899 en tuant ses deux frères, il s'assura par un accord secret le soutien de Londres contre l'Empire ottoman dont le Koweït relevait alors. Notons que l'indépendance du Koweït n'a pas été menacée en premier lieu par les Irakiens, mais par les Saoudiens qui l'attaquèrent en 1920 et l'emportèrent militairement.

Les Britanniques ordonnèrent alors immédiatement aux Saoudiens de se retirer. Ils interviennent à nouveau en 1936-1937, lorsque certains notables koweïtiens, propriétaires de grandes palmeraies en Irak, demandent le rattachement de l'émirat à l'Irak, pour sauver une nouvelle fois l'indépendance de Koweït. La dernière intervention de Londres remonte à 1961, lors de l'accession à l'indépendance du Koweït, pour s'opposer à la tentative d'annexion par le général irakien Kassem.

Il ne s'agit pas de justifier la position de Saddam Hussein, mais il faut admettre qu'il y a des précédents historiques.

Qu'est-ce d'ailleurs que le Koweït, sinon une cité-Etat pétrolière qui n'a pas la plénitude d'un Etat souverain, cette qualité étant certainement trop vaste pour le caractériser ? Le plus grave dans l'attitude irakienne, c'est moins l'attentat à la souveraineté du Koweït que la violation par Bagdad du *statu quo* territorial post-colonial. Elle pourrait constituer un précédent dans la région et remettre en cause les frontières héritées de la période coloniale. On peut néanmoins affirmer que les frontières du Koweït n'ont été préservées qu'à coups d'interventions extérieures, hier des Britanniques et, peut-être demain, des Américains.

LIBERATION. — En remettant en cause ce qu'il a appelé le « partage colonial », Saddam Hussein ne cherche-t-il pas à jouer au défenseur des pauvres contre les riches monarchies du Golfe et les pays occidentaux ?

G.S. — Il y a de cela dans l'air depuis le 17 juillet, quand Saddam Hussein a tapé sur la table en menaçant les Emirats et le Koweït de représailles pour leur surproduction, leur violation du système de quota de l'Opep.

Observez les réactions arabes face à l'invasion. Le Yémen s'est abstenu lors du vote du Conseil de sécurité. La

Jordanie, l'OLP, la Mauritanie et d'autres encore observent une attitude très ambiguë. La Syrie se tait. Le Koweït n'a pas obtenu, au moment de l'invasion et avec l'annexion aujourd'hui, le soutien inconditionnel auquel il pouvait prétendre.

Pourtant, le Koweït n'avait pas d'ennemis. Il a même souvent joué le médiateur dans les contentieux inter-arabes. Le problème, c'est le ras-le-bol généralisé dans la région devant la concentration des richesses du Golfe au profit d'un nombre très limité de pays et, à l'intérieur de ces pays, au profit des familles royales. Le contraste est insupportable avec des pays pauvres et peuplés, comme l'Égypte ou le Yémen, ou appauvris, comme l'Irak du fait de la guerre. Un tel contraste ne pouvait durer longtemps. Si bien que lorsqu'un pays comme l'Irak attente à la souveraineté d'un pays comme le Koweït, la première réaction est de dire, et j'ai personnellement entendu beaucoup d'intellectuels arabes l'exprimer : « Bravo Saddam ! Voilà enfin les pauvres qui se réveillent et les riches enfin privés de cette richesse placée à Zurich, à New

York ou ailleurs. A leur tour de payer. »

Cette réaction peut certes évoluer car il ne s'agit plus maintenant d'une simple pression de Bagdad sur le Koweït mais d'une véritable annexion. Peut-être y a-t-il déjà un début de fléchissement dans l'attitude de certains gouvernements arabes, le Yémen et la Jordanie paraissant depuis hier prendre quelque distance avec l'Irak. Ils estiment sans doute que si le premier mouvement de Saddam Hussein se justifiait par l'avarice des pays du Golfe et notamment du Koweït, aller jusqu'à annexer, c'est franchir une ligne rouge. Et cela, même les soutiens de Saddam ne peuvent l'admettre.

LIBERATION. — Que pensez-vous de la déclaration du représentant de la Ligue arabe à Paris, Hamadi Essid, pour qui « le refus de toute solution du problème du Moyen-Orient, palestinien et libanais donne à l'Irak une légitimité populaire » ?

G.S. — Le monde arabe est véritablement outré par l'application sélective du droit international. Les Etats-Unis interviennent, la communauté internationale se réunit en Conseil de

sécurité, elle publie une première résolution, une deuxième résolution ; viennent la déclaration commune soviéto-américaine, la condamnation de la CEE et d'autres. On a l'impression que le monde entier tombe sur la tête de Saddam Hussein parce qu'il a violé le droit international. Et, bien qu'il s'agisse des partisans ou des adversaires d'Hussein, l'ensemble du monde arabe est outré par la réaction internationale. Et c'est compréhensible parce que la région est habituée depuis un bon quart de siècle à des violations systématiques de droit international sans que la communauté internationale lève le petit doigt.

Israël occupe depuis vingt-trois ans des territoires beaucoup plus sensibles et certainement beaucoup plus peuplés que le Koweït et les Nations unies ne font que publier des résolutions qu'elles ne font pas appliquer. L'Iran occupe impunément trois villes qui appartiennent aux Emirats unis. Au Liban, la guerre dure depuis quinze ans, et la Syrie et Israël y interviennent comme bon leur semble, sans que l'étranger réagisse. On assiste à des violations systématiques du droit international, provoquant une usure de la notion même de droit international. Mais, voilà qu'un beau jour un pays arabe attaque un autre pays arabe — qui se trouve être un producteur de pétrole — et, du coup, la communauté internationale se mobilise, unanime contre cette action !

Si le monde arabe n'admet pas la légitimité de l'invasion du Koweït, il est outré par une attitude aussi partielle des Occidentaux. C'est cette application sélective du droit international qui est perçue comme insupportable par une bonne partie de l'opinion publique arabe et qui suscite, *a poste-*

riori, une tendance à légitimer le fait accompli.

Certes, peu approuvent explicitement l'intervention irakienne. Mais en dépit de la brutalité de l'agression, de l'émotion devant cette violation du droit international par l'Irak, de cette annexion, de cette injustice, subies par le Koweït, on ne va pas jusqu'à condamner Saddam. C'est ce silence qui est parlant et cette hésitation à condamner l'Irak qui me paraît très intéressante.

LIBERATION. — *N'avait-on pas minimisé trop vite le nationalisme arabe devant la montée en puissance de l'islamisme politique ?*

G.S. — Il y a une véritable fascination de l'Islam chez les intellectuels européens et notamment français ; à caractère passionnel, voire obsessionnel. Ils ont trop vite enterré le nationalisme arabe. Or, c'est un courant puissant, combattu à la fois par les gouvernements et les islamistes mais qui existe, qui est profond. Il est significatif que la crise qui menace la région du Golfe soit abordée sans référence à l'Islam et à la religion. Cette crise est, pour moi, révélatrice de l'aspect un peu superficiel de la vague islamiste et de la persistance des problèmes nationalistes, économiques et territoriaux. Une permanence que le discours islamique, auquel les intellectuels européens ont prêté trop d'attention, a occultée.

LIBERATION. — *Voyez-vous un danger de contagion pour la stabilité des régimes voisins ?*

G.S. — C'est une question essentielle. Aujourd'hui, l'intervention américaine en Arabie Saoudite, et je pèse mes mots, est un facteur de déstabilisation et non pas de stabilisation dans l'ensemble de la région. Certes, l'initiative de Saddam Hussein était sans aucun doute une action déstabilisatrice. Mais la tactique, la stratégie irakiennes n'étaient pas globales ; il s'agissait d'isoler le Koweït et de mettre la main sur ses ressources. Aujourd'hui, l'escalade vient du côté américain et du côté occidental en général. En intervenant en Arabie Saoudite, les Américains prennent le risque de déstabiliser eux-mêmes le royaume saoudien car celui-ci tire une grande partie de sa légitimité du fait que, tout en étant pro-occidental, il n'avait jamais accepté un déploiement de troupes occidentales chez lui. Dès la fin de la Seconde Guerre mondiale, Djeddah a fait fermer la base américaine de Dhahran, satisfaisant une des principales revendications des nationalistes arabes de cette période. L'Arabie Saoudite a pu ainsi échapper à cette vague nationaliste.

Accepter aujourd'hui une présence militaire américaine massive, se soumettre aux arguments et, sans doute, aux pressions de Washington constituent autant de facteurs de « délégitimation » des pays conservateurs de

la région. On y assistera, quelle que soit l'issue des événements, à une montée en puissance des courants anti-américains, parce que les Américains, pour le monde arabe, sont d'abord les soutiens d'Israël et un soutien d'Israël ne peut pas se permettre d'occuper un pays arabe, même pour le défendre contre d'autres pays arabes.

Si les Américains avaient montré une plus grande neutralité dans les conflits israélo-arabe ou libanais, sans ces initiatives du type de celles de l'administration Reagan contre la Libye, ils seraient une puissance plus acceptable. Les Etats-Unis font prendre aux gouvernements arabes amis de très grands risques en déployant leurs troupes sur leurs territoires.

Recueilli par
Daniel GRAMMATICO

Ghassan Salame est directeur de recherches au CNRS.